

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 101

29 mars - 11 avril 1971

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

L'antifascisme ne passera pas !

Farce tragique quand le fascisme existait réellement, l'antifascisme est aujourd'hui devenu une farce grotesque où le ridicule le dispute à l'absurde.

Quoi de plus ridicule que de prendre pour argent comptant ce que les apprentis fascistes d'Ordre nouveau ou du M.S.I. disent d'eux-mêmes ? Qu'ils s'imaginent être les dignes fils d'Hitler ou de Mussolini est une chose, qu'ils postulent devant l'histoire à tenir le même rôle en est une autre. Aujourd'hui, l'Etat n'a plus rien de la « démocratique » République de Weimar (qui a su prouver en massacrant les ouvriers de Berlin insurgés en 1919 ce que valent les différences formelles dans la dictature du capital). L'Etat actuel, que ce soit aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en France, s'est assimilé l'essentiel de l'héritage fasciste et cela d'autant plus naturellement que fascisme et démocratie ne sont que les deux faces de la même médaille. Les premiers régimes fascistes ont parachevé la tâche de la démocratie bourgeoise : intégrer les syndicats à l'appareil d'Etat (voire par leur destruction préalable), discipliner les différentes fractions de la bourgeoisie, faire de la société tout entière la servante aveugle du grand capital.

Que fait d'autre la bourgeoisie post-gaullienne, mais aussi italienne ou anglaise ? Les méthodes autrefois « typiques » du fascisme s'imposent aux pays de « vieille démocratie » et démontrent que, contrairement aux protestations indignées qui dénoncèrent leur première apparition comme un « retour au Moyen-Age », elles représentent en réalité l'avenir du capitalisme. C'est un fait qu'aujourd'hui l'impérialisme pourrissant impose à son Etat des politiques toujours plus ouvertement répressives. On conçoit que les nostalgiques d'Ordre Nouveau n'aient plus, dans ces conditions, qu'à ruminer leur inutilité... ou à prendre du service dans la majorité !

La bourgeoisie sait cependant que plus sa domination s'affiche sans voile, plus elle est fragile ; aussi tente-t-elle par tous les moyens de restaurer le mythe de « l'Etat-arbitre », de « l'Etat-au-dessus-des-classes ». Pour cela il lui faut, à l'extérieur de l'appareil d'Etat, des complices auxquels elle confie la tâche de l'attaque ouverte contre les forces organisées du prolétariat. A ces bandes noires ou brunes, elle prête main-forte à l'occasion, mais sans compromettre le prestige de l'Etat démocratique « garant des libertés ». C'est là pour la bourgeoisie l'essentiel : que la classe ouvrière, agressée d'une façon ou d'une autre par le capitalisme, n'ait pas le réflexe de sauter à la gorge de son adversaire, c'est-à-dire de s'attaquer à l'Etat ! Les formes et circonstances de cette stratégie peuvent varier, le support en est toujours le même : le respect superstitieux de l'Etat bourgeois par les ouvriers ! Hier, c'était l'action violente des fascistes contre les organisations des vrais communistes de l'époque, tandis que les social-traitres conjuraient les travailleurs de « respecter la légalité » et de tendre la joue droite après la joue gauche. Aujourd'hui, l'attaque frontale des fascistes n'est plus, ou pas encore nécessaire, puisque cet opium légalitaire et défaitiste est distillé au cœur même des organisations ouvrières par les commu-

nistes dégénérés. Qui, en effet, a rendu possible l'offensive patronale et étatique, si ce n'est la politique « contractuelle » de la C.G.T. ? Qui assure l'Etat du loyalisme des ouvriers et de leur « sens des responsabilités », sinon le P.C.F. ? Qui, enfin, permet la résurrection d'un antifascisme doublement ridicule si ce n'est le pacifisme social du Staliniisme ?

La fraction combative de la jeunesse actuelle, sur la suggestion des gauchistes, paraît croire en effet que, contre toute offensive bourgeoise, l'alternative se situe entre la dénonciation toute verbale du fascisme par le P.C.F. et sa « critique par les armes » qui, elle, serait « révolutionnaire ». En réalité, pacifique ou violent, l'antifascisme reste une arme de la bourgeoisie puisque, d'une part, il présente une forme de domination bourgeoise comme pire qu'une autre et, de l'autre, s'adresse à l'Etat lui-même pour faire cesser une subversion qui, soit-disant, le menacerait dans sa forme démocratique. Témoin ce conseil que le P.S.U. donne au Ministre de l'Intérieur : « Mais que M. Marcellin se méfie ! Le fascisme est, dans une société démocratique, comme la vermine, il ronge peu à peu tous les rouages » ("Tribune socialiste", n° 488).

Autre idée enracinée chez les antifascistes de toute espèce : le P.C.F. ne joue pas le rôle qui devrait être le sien, il ne prend pas la tête de la croisade. Or si le P.C.F. ne lance pas ses troupes contre l'extrême droite, ce n'est certainement pas pour réserver ses coups aux véritables forces de la conservation sociale mais au contraire, pour la raison tout opposée : « parti de gouvernement », de « grandeur nationale », il se considère comme autant responsable de l'ordre bourgeois que l'Etat bourgeois lui-même. Il suffit de l'entendre pester contre les « provocations », contre les « casseurs », c'est-à-dire contre les premières manifestations de la violence subversive qui ébranle le sous-sol social. S'il semble oublier que cette violence reste encore limitée à des couches

plus ou moins marginales, comme les étudiants et les paysans, dont la prolétarisation accélérée n'est qu'un signe avant-coureur de la crise, c'est parce qu'il sait en réalité, tout comme le sait aussi l'Etat, que cette crise n'épargnera aucune couche sociale ; chacun de leur côté, avec leur méthodes propres, ils doivent donc s'occuper à circonscrire la violence actuelle. Et c'est sur ce point que le P.C.F. bénéficie de l'appoint, involontaire mais logique, des autres antifascistes.

Le P.S.U. écrit en effet : « Ce qui est important finalement, c'est que dans l'unité de toutes ses composantes, le mouvement révolutionnaire ait fait la démonstration de sa force. On ne pourra plus demain se draper dans les

(Suite page 4)

POUR LE MEILLEUR COMME POUR LE PIRE

Depuis la grande grève de mai-juin 1968, qui a traduit, quoique de façon non concluante, un réveil de classe aux signes avant-coureur de la crise, des formes d'action insolites tendent à se généraliser dans les entreprises. Applaudies des gauchistes, maudites par les dirigeants de la C.G.T., elles expriment à la fois la persistance des mobiles de mai-juin et les résultats de la castration du grand mouvement opérée alors par l'opportunisme syndical. Il s'agit des séquestrations de patrons ou cadres, de l'occupation des locaux, des destructions de matériel, des diverses manifestations par lesquelles les ouvriers s'efforcent, comme ils le peuvent, de briser le cercle d'impuissance et d'isolement dans lequel les enferme la tactique des syndicats de collaboration de classe.

Face à ces actions, notre position de principe est claire : nous sommes avec les ouvriers pour le pire et le meilleur et nous saluons le courage et la combativité des prolétaires qui se battent pour leurs conditions de vie et de travail avec les seuls moyens qu'ils aient en leur possession. Nous nous réjouissons de toutes ces luttes menées souvent avec ardeur et contre l'encadrement opportuniste prêchant le pacifisme social et la légalité bourgeoise : elles expriment à leur échelle la tension qui croît, elles sont les étincelles qui un jour feront flamber les énergies révolutionnaires du prolétariat enfouies par qua-

(Suite page 4)

Grande-Bretagne :

Décadence bourgeoise et réveil prolétarien

Depuis des semaines, la situation sociale empire en Angleterre, et ce n'est pas sans un mauvais plaisir que la grande presse internationale nous relate les difficultés que rencontre le gouvernement Heath : le vieil adversaire commercial de toujours a perdu en vingt ans son rang de deuxième puissance mondiale au bénéfice du Japon et a vu réduire de moitié sa part du commerce international.

Il est intéressant pour nous de constater que cette déchéance de la démocratie bourgeoise modèle, s'accomplit sous la forme d'une véritable mutation des forces politiques officielles qui, toutes, se rallient sous la poussée des contradictions sociales, à une sorte de fascisme larvé.

Quel est l'essentiel à retenir de l'évolution depuis décembre ?

Le 8 décembre, 400.000 ouvriers arrêtent le travail pour protester contre la législation visant à limiter le droit de grève. Cette grève se déroule dans les principales villes à l'appel d'un « comité de liaison » non officiel, c'est-à-dire non reconnu par les syndicats, qui réunit des militants ouvriers syndicalistes et des militants de plusieurs groupes politiques. Ce comité avait été formé en 1963 pour s'opposer à un projet de législation anti-grève lancé par les travaillistes, alors au pouvoir. Sans condamner ouvertement cette démonstration, les directions syndicales font ce qu'elles peuvent pour la saboter.

Le 12 janvier, sous l'impulsion du même comité de liaison (disons inter-syndical, encore que le terme soit impropre puisqu'il ne regroupe pas des syndicats, mais seulement les membres les plus actifs de certains d'entre eux), une nouvelle grève se déroule, qualifiée de « politique » par les syndicats qui la désavouent et appellent à des meetings de protestation devant les usines pendant les heures de repas ou en tous cas en dehors des heures de travail.

Pour ne pas perdre le contact avec les ouvriers, les dirigeants officiels des syndicats lancent l'idée d'une jour-

née de protestation dont la date est fixée aussi loin que possible : le dimanche 21 février. Mais quelle que soit leur volonté d'apaisement, ce trimestre voit se dérouler des grèves dures et longues : celle des électriciens et celle des postiers pour le secteur public, celle de Ford pour l'industrie privée, toutes exigeant de fortes augmentations de salaires.

Aux prises avec une chute verticale des chiffres de production en 1970 (12 millions de jours de travail perdu) s'accompagnant d'une inflation grandissante, la bourgeoisie, Heath en tête, fait face par deux moyens : elle s'oppose aux augmentations de salaires ; elle s'efforce d'obtenir leur « désescalade », comme on dit, en cherchant à briser la résistance ouvrière par l'arrestation des meneurs des grèves sauvages, maintenus en prison lorsqu'ils ne peuvent pas payer les amendes.

Le 21 février a lieu à Londres une grande fête qui réunit 1 million de participants ; mascarade, fanfare, tout cela est organisé par le T. U. C. (centrale confédérale syndicale qui joue depuis des dizaines d'années le rôle d'intermédiaire entre les syndicats et le gouvernement.) Venus des quatre coins d'Angleterre, certains ouvriers en lutte depuis plusieurs semaines sont harangués par le secrétaire du syndicat des Postes qui déclare : « La politique de durcissement (de la part du gouvernement Heath) envers les syndicats a réduit à zéro les cinquante ans de collaboration existant dans notre secteur ». En somme, cela revient à reconnaître que les efforts menés en vue d'une collaboration de classe aussi har-

monieuse que possible depuis 1922 (c'est à cette date que, profitant de la division dans la direction du mouvement ouvrier - nous reviendrons en détail sur cette période - le T. U. C. a formé un comité mieux outillé pour encadrer les masses) étaient en danger d'être réduits à néant.

C'est à peu près au même moment que Carr, ministre du travail du gouvernement Heath, reproche à ses compères de l'Opposition leur attitude : « Jusqu'à aujourd'hui existait dans ce pays une conviction profonde à laquelle tous adhéraient : l'action politique et l'action industrielle étaient deux choses bien différentes et devaient être traitées séparément ». En même temps on ne laisse pas passer une occasion de rappeler la date « glorieuse » (pour la bourgeoisie et ses collaborateurs des Trade Unions) de 1926 où, ensemble, ils ont su écraser la plus formidable grève du prolétariat anglais. Nostalgie du passé et crainte confuse devant l'inconnu, c'est-à-dire les réactions de la classe ouvrière soumise à la manière forte, tels sont les sentiments de la bourgeoisie.

Mais nous sommes en 1971 l'opportunisme syndical, qui a su mener jusqu'à ces dernières années une politique de collaboration de classe dont M. Jackson a rappelé le principal titre de gloire : cinquante ans sans accrocs, n'a plus la force d'emprisonner la classe ouvrière, poussée à la bataille par la dégradation de ses conditions de vie. La bourgeoisie le sent et s'efforce de concilier ses longues traditions de domination démocratique avec les nécessités de l'heure, qui exigent un sursaut économique : les ouvriers anglais doivent étouffer dans les bagnes, usines ou prisons !

La situation sociale en Angleterre pousse ainsi lentement à un réalignement des forces politiques, mais leur nouvelle disposition doit permettre que perce enfin l'ébauche d'une avant-garde prolétarienne.

REUNION PUBLIQUE A LYON - VILLEURBANNE

Le Jeudi 8 Avril, à 20 heures

au Café de la Poste, 40, Avenue Henri-Barbusse

La C.G.T. de 1945 à nos jours.

LE PARTI OU LA CLASSE ?

(dédié aux admirateurs de la « révolution culturelle »)

Définir les rapports entre l'organisation de parti et la classe ouvrière est un problème permanent. Non seulement la lutte de classe, même sous sa forme atténuée et confuse d'aujourd'hui, le pose d'une façon incessante, mais un opportunisme, toujours renouvelé, se donne pour tâche de le trancher en proclamant la suprématie des masses sur le parti révolutionnaire.

Cette conception, d'autant plus absurde que l'écrasement des masses par le capital est précisément le fait de PARTIS opportunistes, est aujourd'hui reprise par les admirateurs occidentaux de la « révolution culturelle », particulièrement par ceux du groupe du « Manifesto » qui, en Italie, sévit à l'ombre du P.C. officiel. Leur caractéristique principale c'est d'avoir découvert en Chine le « dépassement » des difficultés de ce qu'ils appellent la « société de transition ». En s'inspirant de cet exemple, ils pensent détenir la formule permettant d'éviter tout à la fois « l'autoritarisme » du parti et « l'immaturité » de la révolution.

Cette conception part, bien entendu, du présupposé qu'aujourd'hui les choses ont complètement changé par rapport à l'époque de Marx et même de Lénine. Autrefois, le parti « autoritaire » était nécessaire, puis les générations suivantes l'ont hérité du « modèle » soviétique ; en 1957, Mao a fait un choix (!) en transportant le pouvoir hors du parti, en mettant l'accent sur le « rôle capital de la base sociale », et enfin en « restructurant » le parti, avec des membres nommés par des assemblées ouvertes, « de masses », si bien que « structures et membres du parti ont été annulés et reconstitués non dans un rapport interne, mais en tant que formation d'une avant-garde née du feu même de la lutte » (textuel, dans l'article de Rossana Rossanda, « Le marxisme de Mao Tse-tung », paru dans la revue « Il Manifesto », n° 7-8 de 1970). Voilà bien la garantie d'une formation nécessairement révolutionnaire ! Quant à nous, nous demandons modestement ceci : pourquoi le parti de classe naîtrait-il de ce mouvement et non d'un autre ? Quel critère permet d'établir que ce parti est le parti de classe ? Quelle sera la perspective de ce parti « né au feu de la lutte », quel sera son bagage doctrinal (si toutefois il en a un), quels seront ses objectifs, quel sera son rapport avec les masses ? (Pour ce dernier point, la réponse est bien connue : il consistera pour le parti à se faire constamment « restructurer » par le mouvement externe des masses, c'est-à-dire à renoncer à toute ligne programmatique !).

Les réponses marxistes sont anciennes et nous pouvons bien le dire, éprouvées : la dialectique de la lutte de classe ne met pas en discussion les principes qui sont le patrimoine du parti, mais dans un mouvement qui n'a rien d'une évolution automatique, elle pousse les masses vers le parti, et celui-ci ne peut agir effectivement en tant que tel qu'à la condition d'avoir conservé intégralement dans son programme d'action des principes théoriques qui ne sont pas nés au feu d'une lutte mais qui, répétés, ont été éprouvés au feu de milliers de batailles, livrées au cours d'une période historique bien précise

et dont chacune forme le maillon d'une unique chaîne.

Sans doute la masse est-elle constamment aux prises avec ses problèmes et donc amenée à « jouer un rôle de premier plan » dans l'histoire. Mais il s'agit justement du processus qui la fait adhérer au parti et aux organisations qui défendent ses intérêts : syndicats, conseils, etc. C'est bien pourquoi la masse dans son ensemble ne peut pas, seule, arriver à avoir une vision générale de ses intérêts et de ses objectifs, mais parvient tout au plus à une vision « trade-unioniste », c'est-à-dire purement économique, selon la célèbre formule de Lénine dans « Que faire ? » ; et encore cette vision risque-t-elle toujours de rester dans les limites du corporatisme, du localisme, et en général d'une subordination des intérêts généraux aux intérêts particuliers.

Dire que la classe n'a besoin que d'être amenée à « jouer un rôle de premier plan », cela fait peut-être bien, mais cela signifie qu'on n'a rien compris à l'idée de classe telle que le marxisme l'a formulée, et qu'on en a une idée purement statistique. Cela implique du même coup que l'on conçoit le parti moins comme un organe directeur de la classe, malheureusement sujette à des « assoupissements historiques », que comme la partie de la classe qui se consacre au sport de réveiller le reste...

La solution anti-historique et vraiment abstraite qui consisterait à « faire la révolution » (qui plus est, la révolution « culturelle ») indéfiniment (pour ne pas dire à l'infini) est parfaitement incorrecte. Elle suppose qu'on renverse complètement le rapport que nous avons défini plus haut : les masses, « protagonistes » et révolutionnaires en soi et pour soi, dirigent le parti. Lui accorde-t-on au moins la possibilité d'avoir la « conscience » trade-unioniste, nous n'en savons rien. Après quoi on vous priera d'être logiques, de dissoudre le parti, de descendre de la tribune, et de vous mettre en rang, dans la masse...

En ce qui concerne la fameuse « société de transition », on n'a pas compris que la révolution en permanence de Marx (et de Trotsky) n'est rien d'autre que la continuation et le

dépassement par le prolétariat de la révolution que la bourgeoisie a interrompue après avoir atteint certains objectifs historiques, et non une progression permettant de rendre la société « plus » socialiste. La transformation socialiste est un processus long et international, qui suppose d'abord la prise du pouvoir : en Allemagne en 1848 et en Russie en 1917 il s'agissait justement de le saisir en l'arrachant à la bourgeoisie qui venait à peine de le prendre aux classes féodales. Puis, une fois l'Etat conquis par le prolétariat victorieux, ce qui lui reste à faire ce n'est pas de « construire le socialisme » selon la nouvelle et infaillible recette qui permettrait soûdissant d'éviter les déviations autoritaires de Staline, mais c'est de gérer l'industrie confisquée aux capitalistes sans indemnités et, si possible, également l'agriculture, de réaliser les interventions nécessaires dans une économie qui ne peut pas changer de visage d'un seul coup et dans tout son ensemble, d'agir nationalement et internationalement selon le caractère de classe qui est à la base du pouvoir de la dictature, en favorisant le développement des luttes de classe dans les autres pays et, si possible, en y intervenant directement.

Tout ceci ne peut être réalisé que par un pouvoir fortement centralisé, autoritaire à l'intérieur comme à l'extérieur, par un parti qui a déjà fixé à l'avance son programme d'action et où militent nécessairement les ouvriers les plus conscients. Pour nous, le parti est l'instrument qui centralise et qui fixe l'objectif à atteindre. Dans une révolution culturelle, au contraire, le mouvement est éparpillé et l'objectif « naît » du processus lui-même, au fur et à mesure, par contradictions répétées, par tournants et virevoltes successives, tandis que le parti en prend note et « se corrige » par là-même. Cette découverte, cette prétendue nouveauté absolue dans le corps théorique du marxisme n'est en fait rien d'autre que le vieux opportunisme poussiéreux de Bernstein : le but n'est rien, le mouvement est tout ! Sauf qu'à la place du mouvement entendu en un sens légaliste de conquête pacifique, on met le mouvement « réel » de la masse, chose qui est parfaitement explicable dans une Chine en train de passer des formes précapitalistes à celle du capitalisme moderne, mais qui n'a aucun sens dans une Europe où le problème à l'ordre du jour est celui de la révolution prolétarienne.

Rappelons-nous les paroles de Lénine : « Compter sur les masses sans parti ou flirter avec elles constitue une déviation radicale du marxisme ». « Le marxisme nous enseigne que seul le PARTI POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, c'est-à-dire le PARTI COMMUNISTE, est capable de regrouper, d'éduquer, d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, unique force capable de résister aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux traditions et aux résurgences inévitables de l'esprit corporatiste et des préjugés professionnels que l'on rencontre dans le prolétariat. »

Il est évident que la place de premier plan que le marxisme accorde à la forme parti n'implique pas un mépris de la classe, au contraire. Nous savons fort bien qu'à la base de la lutte de classe il y a... la classe. Mais pour nous la classe signifie uniquement un ensemble d'individus poussés par des intérêts identiques vers un objectif identique ; et dans leur mouvement ceux-ci donnent naissance (sinon immédiatement, du moins en partie par l'intermédiaire des fameux « déserteurs » des autres classes) à la seule force capable d'unifier ces poussées de la classe au-delà et au-dessus des particularités locales, des intérêts contingents, des limites

de dépasser le stade que Lénine appelle trade-unioniste pour passer au stade politique et historique.

L'autoritarisme de parti n'a pas d'autre sens pour nous : une délimitation bien claire par rapport à l'extérieur, afin que la participation volontaire à un tel organisme représente également une adhésion totale à l'ensemble de théorie et de combat qui est le patrimoine du parti ; et une suprématie du parti sur les autres formes d'organisation qui n'ont pas la tâche historique du parti, mais restent bornées à certaines fonctions, bien que fondamentales (syndicats, conseils, etc.). Vous direz que c'est la conception « dépassée » des années vingt. En tout cas, le marxisme n'en connaît pas d'autre !

La question ne se réduit pas en effet à l'alternative entre autorité et démocratie. Il s'agit seulement de voir si les conditions de la révolution mûrissent et si on se trouve en présence d'un mouvement des masses accompagné d'une lutte politique de leur parti, de façon que ces deux éléments, selon le schéma classique de Marx, puissent faire leur jonction au bon moment : si les masses ne trouvent pas leur parti, comme cela a été le cas en Europe occidentale dans les années immédiatement postérieures à la première guerre mondiale, le désastre est assuré. Le problème est donc celui de la formation de cet organisme fondamental. Si dans une phase de reprise il s'avère que les masses ne suivent pas le parti, ce n'est pas parce que le parti est plus ou moins autoritaire, mais cela dénote une insuffisance théorique qui l'empêche d'interpréter correctement le mouvement de la classe. Il faut en conclure que ce n'est pas le parti de classe...

Selon Marx et Lénine, le contact entre les masses et le parti et l'apport des masses au parti n'implique pas la modification continue des principes programmatiques par le parti (autoritarisme éclectique) ou par les masses (ouvriérisme). Les masses sont le milieu naturel du parti : celui-ci intervient dans leurs luttes et dans leurs problèmes les plus modestes par un travail de clarification à la lumière de la théorie du matérialisme historique. Il ne s'agit pas pour lui « d'instruire » ni « d'éclairer » les masses, mais de politiser les problèmes, d'en élargir l'horizon et de les élever au niveau de la question fondamentale : celle de la lutte pour le pouvoir. D'autre part, avons-nous toujours dit, la classe n'est rien sans ses organisations et si elle intervient à l'égard du parti (fut-ce pour le « corriger ») elle ne le fait et ne peut le faire que dans la mesure où elle en devient partie intégrante, et où ses problèmes sont, en même temps, ceux du parti.

Le point fondamental reste que la théorie marxiste est immuable : elle ne peut être mise en discussion ni par le parti ni par la classe. Le problème, et il n'est certes pas négligeable, c'est bien plutôt la construction d'un parti qui incarne effectivement la théorie marxiste, qui sache recueillir la tradition des luttes de classe passées, tirer les leçons des défaites, analyser la réalité de la lutte de classe sous toutes ses formes, tracer la ligne d'action pour l'avenir et il ne le peut que sur la base d'une rigoureuse continuité programmatique.

En réalité, il ne s'agit pas de choisir entre parti et classe. Les deux éléments sont la condition l'un de l'autre : ils n'existent pas l'un sans l'autre ; l'un exige nécessairement l'autre. La classe existe en tant que classe, pour nous, dans la mesure où elle « se constitue en parti politique », pour reprendre l'expression du Manifeste de 1848. Quant au parti, il n'existe qu'en tant qu'expression des intérêts généraux et internationaux du prolétariat : cela signifie qu'il « dépasse » la classe d'une part

parce qu'il en unifie les poussées diverses et les intérêts locaux, de catégorie, etc., et d'autre part parce qu'il ne tient pas compte de l'opinion personnelle de tel ou tel ouvrier, mais voit, pour reprendre encore les paroles de Marx, ce que la classe « est obligée d'être », fût-ce malgré elle.

On ne comprend donc rien au marxisme quand on parle de la « révolution culturelle » comme d'une révolution « marxiste » parce qu'elle serait une « refonte permanente des bases matérielles de la conscience politique » (R. Rossanda, article cité). Il suffirait donc d'un stratagème pour poser de nouvelles bases matérielles qui déterminent la conscience politique ! Comment s'étonner qu'avec un point de départ aussi idéaliste qu'incompréhensible on en arrive à renverser toute la conception marxiste, et en particulier celle du parti de classe ?

La conscience politique, c'est-à-dire le parti, ne se forme pas à volonté, mais dans un moment historique bien précis où les lignes de développement des luttes de classe et des conceptions qui leur correspondent se rencontrent ; quand l'histoire peut présenter le bilan d'une phase qui tend à s'achever et qui en annonce une nouvelle, 1848 représente un tel moment. La théorie qui a surgit alors est encore la nôtre et ne peut être remplacée par aucun jeu de mots. Elle est un patrimoine que le parti utilise pour analyser la réalité et pour en faire surgir les directives à donner aux masses lorsque celles-ci, poussées par la situation historique, cherchent leur parti (et si cela ne se produit pas, ce n'est pas le parti, mais tout le marxisme qui est à rejeter). Il serait absurde de se dissimuler que cette convergence de larges masses dans le parti créa des problèmes et pourra même exiger une difficile réadaptation politique dans un parti qui aura peut-être vécu longtemps dans l'isolement. Mais dire

(Suite page 4)

PATRIE ET CAPITALISME

Le gouvernement ouest-allemand a décidé le 17 février d'expulser 40.000 ouvriers turcs entrés illégalement sur les 350.000 résidant en R. A. F. Cette mesure met en lumière l'absence de frontières dans la domination du capital sur le travail et prouve également que « les prolétaires n'ont pas de patrie » (« Manifeste communiste de 1848 »).

Les frontières ne sont que des instruments de la bourgeoisie ; elles sont utilisées au gré des besoins de mains d'œuvre à bon marché : le passeport n'est pas nécessaire lorsque l'on manque de « chair à machine », il le devient lorsqu'elle est excédentaire.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1971

LISTE N° 3

Paris février, 345 ; Salle, 127 ; Bordeaux, 400 ; Mario, Paris, 10 ; Anita, 10 ; Réunion publique Paris, 84 ; Permanence, 50 ; Mario, 10 ; Roland, 21, 50 ; Permanence, 16 ; Reggio Emilia, 10 ; Réunion publique Lyon, 70 ; A la cantine, 6, 80 ; Souscription générale, 832 ; Réunion Marseille, 450 ; Lucien, 28 ; Marseille, 4 ; François, 90 ; S. 470 ; Gérard, 26 ; Lucien, 12, 60 ; André, 70 ; Lucien, 33 ; J.-P. 5 ; Christian, 20 ; Total Liste N° 3 ... 3.200,90 F Total Précédent ... 6.061,60 F Total Général ... 9.262,50 F

Politique ou masochisme ?

On a souvent consacré de la place, dans ces colonnes, à la critique des positions de « Lutte Ouvrière », avec — il faut bien le dire — quelque doute en arrière-pensée sur son utilité. Il semble qu'un article du dernier numéro du journal trotskyste tranche définitivement cette interrogation. Le passage que nous citons montre, paradoxalement, qu'on n'est jamais mieux critiqué que par soi-même ! Quand les intéressés s'administrent eux-mêmes l'auto-remède qui suit, tout commentaire est superflu, ou, tout au moins, relégué de la psychanalyse, d'une autre thérapie, de tout, sauf de la politique !

Sous le titre « Quand les gauchistes réclament que l'Etat bourgeois se dissolve », « L. O. » écrit :

« Dissolution des brigades spéciales d'intervention : ce mot d'ordre figure en bonne place dans nombre de tracts gauchistes ou dans les manifestations qui, ces jours derniers, se sont déroulées contre la répression. On le trouve même dans le dépliant édité par la liste « Paris aux travailleurs », soutenue par notre tendance et le P.S.U. Y aurait-il donc deux polices, la mauvaise : les brigades spéciales et l'autre ? Ainsi par leur attitude, les gauchistes contribuent à perpétuer l'équivoque cultivée savamment par les réformistes de tous poils, qui réclament de leurs vœux une police « Républicaine », « Démocratique », comme s'il suffisait d'affubler d'un adjectif les bandes armées de l'Etat bourgeois pour en changer le caractère. »

Que conclure, à la lecture de ces lignes, sinon qu'on n'est jamais si bien... critiqué que par les siens ?

Pour faire le point sur la "question chinoise" :

La période des Républiques soviétiques : 1927 - 1937

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 89, 91, 93, 97 et 98 du "prolétaire".)

Chassés des centres urbains prolétariens par la défaite de 1927, le P. C. C. réorganisa ses forces dans l'arrière-pays agraire, où l'opposition au régime du Kuomintang ne pouvait pas être réprimée aussi facilement. Nous avons vu comment le P. C. C. était ainsi devenu le "vrai Kuomintang", le vrai représentant de la révolution nationale bourgeoise, et avait perdu tout caractère prolétarien et communiste. Naturellement, il garda son étiquette de "parti prolétarien", mais rien dans sa politique n'indiquait qu'il ait suivi une ligne rigoureusement conforme aux intérêts de la classe prolétarienne. Dès le début au contraire il subordonna son existence et ses possibilités de victoire à la capacité de louver adroitement entre les intérêts opposés des différentes couches sociales en mouvement dans les campagnes, et cet impératif "d'unité nationale" et de "bloc des classes", qui revenait en définitive à sacrifier les intérêts des paysans pauvres et du prolétariat aux exigences de la formation d'un Etat national indépendant, caractérisait toute sa politique jusqu'à la prise du pouvoir en 1949. Il est naturel, et cela ne contredit nullement ce que nous avons affirmé jusqu'ici, que même sur cette base politique le P. C. C. chinois ait vraiment réussi à mobiliser la paysannerie ainsi que la petite bourgeoisie rurale et urbaine, qui devinrent bientôt sa base sociale véritable. D'une part le prolétariat chinois avait subi une défaite trop cuisante pour pouvoir se ressaisir rapidement en tant que classe autonome. D'autre part, dans cette période la dégénérescence de l'Etat russe et du mouvement communiste à l'échelle mondiale atteignait son point culminant : la perspective de la dictature du prolétariat et de la révolution mondiale disparaissait complètement sous une série de défaites physiques et sous une totale déformation des principes mêmes sur lesquels le mouvement communiste s'était fondé. Du fait de l'alliance naturelle entre contre-révolution bourgeoise et trahison stalinienne, dont nous avons montré les effets en Chine, et de la victoire de cette alliance à l'échelle mondiale, le prolétariat fut contraint, pendant toute une époque historique, à quitter la scène de l'histoire en tant que classe après avoir joué un rôle de premier plan dans la décennie précédente. La perspective communiste restait le patrimoine d'avant-gardes tenaces, qui, telle la Gauche italienne, la défendirent et la restaurèrent non en prévision de victoires immédiates sur l'ennemi bourgeois, qui écrasait désormais le prolétariat sous son talon de fer, mais en vue d'une reprise future du mouvement de classe qui devrait nécessairement se produire, fût-ce dans un avenir lointain. Donc dans l'immédiat, et pour toute une période historique, le prolétariat et son programme communiste étaient vaincus : cela voulait dire que durant toute une période historique les mouvements de lutte dans le monde entier devaient être subordonnés à la direction de la bourgeoisie victorieuse. Les masses paysannes et le prolétariat chinois lui-même subirent également cette soumission : ce fut le P. C. C. qui la réalisa sur le plan du programme et de l'organisation. D'autre part le P.C.C. réalisait, dans les limites bourgeoises que nous avons définies, le programme de libération et d'unification du pays que le Kuomintang, épouvané par un prolétariat en action, avait complètement abandonné. Face au Kuomintang complètement soumis aux intérêts de l'impérialisme mondial et de la bourgeoisie compradore, défilant des campagnes de dilapidation et de pillage de toutes les

richesses du pays au profit des impérialistes, et incapable même de défendre le territoire national contre l'invasion japonaise, le P.C.C. apparaissait nécessairement comme le représentant des intérêts "populaires" en Chine. Et si le P.C.C. sacrifia cent fois les intérêts des paysans pauvres et des prolétaires à la bourgeoisie chinoise, c'était toujours préférable et même "révolutionnaire" par rapport aux répressions, aux bains de sang, au pillage systématique et à l'ignoble servilité du Kuomintang. Ces considérations expliquent pourquoi la politique du P.C.C., qui n'eut jamais rien de communiste, trouva pourtant dans les campagnes chinoises l'appui total des masses paysannes et fut, grâce à cet appui, soumettre dès 1930 un certain territoire à son contrôle armé, le défendant durant de nombreuses années contre les assauts répétés des troupes du Kuomintang. Ce territoire dont l'étendue varia selon les succès ou les échecs militaires des troupes "communistes", fut appelé "république soviétique", même s'il n'avait guère de soviétique que le nom. C'est dans ce territoire que le P.C.C. réalisa sa politique agraire en se caractérisant non comme prolétarien et communiste, mais comme un parti bourgeois modéré. Les soviets du "territoire soviétique" ne représentaient rien d'autre que de simples formes vides, étant donné que leur contenu ne répondait sûrement pas aux intérêts des paysans pauvres comme l'écrivait Mao Tse-Toung fin 1928 dans un rapport au C.C. du P.C.C. : « Le pouvoir populaire a été établi partout à l'échelon du district, de l'arrondissement et du canton, mais son appellation ne correspond pas à ce qu'il est en réalité. Dans bien des endroits, il n'existe pas de conseils des délégués des ouvriers, des paysans et des soldats, ... [les] meetings ... ne permettent pas d'examiner les questions et ne peuvent servir à l'éducation politique des masses. En outre, dans de tels meetings, les intellectuels et les arrivistes l'emportent aisément. (...) Au début, les petits propriétaires fonciers et les paysans riches font tous leurs efforts pour entrer dans les comités gouvernementaux, surtout à l'échelon du canton. Ils arborent des brassards rouges, font les empressés, s'infiltrent par la ruse dans les comités gouvernementaux, prennent tout en main et réduisent les membres qui sont des paysans pauvres au rôle de simples figurants » (Œuvres choisies, Ed. de Pékin 1967, I, p. 98 - 99).

Dans la question agraire, la perspective prolétarienne de nationalisation de la terre comme base et point de départ d'une révolution radicale dans les rapports de production fut complètement abandonnée. Dans la période de 1925-1927, la nécessité de la nationalisation de la terre comme base de la révolution agraire était communément reconnue même par le Kuomintang, qui avait promis verbalement de la réaliser quand son pouvoir serait établi sur toute la Chine. La revendication de la nationalisation de la terre figure dans le programme de la Commune de Canton de 1927, et encore en 1928, le VI^e Congrès du P.C.C. reconnaissait « l'impossibilité de résoudre la question agraire en suivant la voie réformiste bourgeoise, par de petites concessions à la paysannerie aisée et aux fermiers, du fait de la prédominance de la petite propriété foncière qui ne peut même pas supporter une diminution des loyers et également du fait du manque de fonds agraires de manœuvres. »

La solution de la nationalisation du sol était l'unique mesure vraiment révolutionnaire en Chine et même l'unique mesure possible, étant données les conditions de l'agriculture chinoise : en premier lieu, la nécessité d'un contrôle centralisé et donc étatique du réseau hy-

draulique deuxièmement, la prédominance de la petite propriété, qui empêchait tout partage égalitaire de la terre ; troisièmement, le fait même que la majorité absolue de la population agricole était constituée par des salariés agricoles et par des paysans sans terre. Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, en Chine les propriétés foncières appartenant à l'Etat ou à l'Eglise étaient fort réduites et ne représentaient en 1929 que 6,7 % de la surface cultivée totale, tandis que 93,3 % étaient aux mains des propriétaires privés. Il manquait donc une propriété foncière féodale à partager de façon égalitaire : un tel partage devenait une pure illusion et un réel danger pour le développement ultérieur des forces productives. En 1946, le ministère chinois de l'agriculture fournissait les données suivantes : pour toute la Chine, 94 millions d'hectares cultivés par 329 millions de paysans répartis en 63.200.000 exploitations, c'est-à-dire en moyenne 0,28 hectare par personne et 1,48 hectare par exploitation. Dans le sud de la Chine (région de riziculture) la parcelisation était plus grande encore que dans le nord. Partager la terre dans ces conditions aurait signifié condamner à mort l'agriculture chinoise et empêcher toute possibilité de développement des forces productives ; il est clair en effet que des familles paysannes (5 personnes en moyenne) vivant sur 1,48 hectare de terre produisent à grande peine la quantité nécessaire à leur propre consommation, et souvent n'y parviennent même pas. Il s'ensuit que la nationalisation du sol est l'unique mesure qui, par le transfert de la rente foncière à l'Etat et la concentration de la propriété du sol, puisse constituer la base de la formation d'une agriculture moderne. Mais soutenir cette revendication aurait signifié déchaîner la lutte de classe dans les campagnes, s'appuyer directement sur la majorité des paysans sans terre et des petits fermiers contre les paysans moyens et les paysans riches et contre les propriétaires fonciers. Cette ligne, celle d'une réforme agraire radicale, ne pouvait être suivie par un parti qui ne voyait dans les révoltes paysannes et dans l'armement des campagnes qu'un moyen pour réaliser l'unification et l'indépendance du pays. Le P.C.C. renia son programme agraire, tout comme le Kuomintang l'avait fait, et au lieu de tendre à déclencher la lutte des classes dans les campagnes, il s'efforça toujours de la réprimer, d'une part en se pliant aux illusions des paysans sur le partage égalitaire, et d'autre part en s'opposant aux "excès" des paysans pauvres, c'est-à-dire en promettant le partage des terres, et en y faisant opposition quand les paysans prenaient au sérieux ce partage et le mettaient en pratique spontanément. Dès 1931 le congrès pan-chinois des républiques "soviétiques" adopta une loi agraire qui ne contenait plus la revendication de la nationalisation, tout en restant la plus radicale de toutes celles qui ont été faites depuis, y compris la réforme de 1950, après la conquête du pouvoir. La loi de 1931 stipulait :

1) la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers.

2) leur redistribution égalitaire.

3) la liberté pour les paysans de vendre, louer ou transmettre par héritage les terres reçues. La loi agraire de 1931 affirmait que « la nationalisation du sol n'est possible qu'avec la victoire de la révolution dans les régions les plus importantes de la Chine et avec l'appui actif de la paysannerie à cette revendication. » A part le fait que la nationalisation ne fut même pas proclamée après la prise du pouvoir, c'était là justement le point de vue du Kuomintang en 1922. Au 1^{er} Congrès des travailleurs d'Extrême Orient, le représentant des bolchéviks, Safarov, remaquait : « Selon les paroles du représentant du Kuomintang, le gouvernement du Sud prévoyait la nationalisation du sol, mais ce projet ne fut pas mis à exécution pour cette seule raison que cette mesure demande un système uniforme et doit être réalisée dans toute la république chinoise. Il est donc nécessaire tout d'abord, selon le Kuomintang, de nettoyer le territoire chinois des impérialistes et des seigneurs de la guerre et d'instaurer la démocratie en Chine. Ce n'est pas une manière correcte d'envisager la question... Pour les paysans du Sud la question de la nationalisation ne peut être réglée d'en haut par des mesures administratives ; pour eux c'est une nécessité vitale. Nous devons donc réaliser cette mesure révolutionnaire fût-ce dans une toute petite partie du pays pour montrer aux paysans chinois qui vivent dans un territoire occupé par les forces ennemies que là où le régime démocratique a été établi, les paysans vivent mille fois mieux. Sans une claire compréhension de ce point, sans une attitude correcte dans la question agraire, les grandes masses ne peuvent être entraînées à nos côtés dans la lutte. » Comme on voit, les positions du Kuomintang sont devenues les positions du P.C.C. en 1931. De plus, comme la loi de 1931 provoqua la réaction des paysans riches, qui commencèrent à saboter la production dans les zones "soviétiques", Mao lui-même se fit le porte-parole de leurs intérêts, et à la conférence de Tsuni en 1935, il obtint que les mesures pourtant déjà modérées de la réforme agraire fussent encore plus limitées et il défendit le principe du partage non égalitaire, mais selon l'équipement agricole, mesure qui tendait évidemment à favoriser les paysans riches, possesseurs d'instruments et de stocks, contre les paysans pauvres.

En octobre 1934, sous les coups féroces du Kuomintang, les armées du P.C.C. sont obligés d'abandonner le Sud de la Chine et de se déplacer au Nord : c'est la fameuse "longue marche". Dans le Nord sont formés d'autres nouveaux territoires "soviétiques", mais en 1937 à la suite de l'invasion japonaise une trêve est établie entre P.C.C. et Kuomintang pour combattre les envahisseurs. Le P.C.C. dissout son gouvernement et réorganise son armée qui devient partie intégrante de l'armée nationale. Au nom de l'unité nationale contre les Japonais, les mesures de confiscation des terres sont abandonnées et remplacées par la politique de baisse des loyers. Pratiquement les communistes ne firent que mettre à exécution les dispositions légales de Chiang Kai-shek qui interdisait d'exiger des paysans des loyers supérieurs à 37 % du produit de la récolte. Voici comment Mao justifia, en 1941, cet abandon ultérieur de toute mesure radicale même au sens bourgeois du mot : « La ligne tactique actuelle du Parti présente une différence de principe avec l'ancienne. Autrefois, nous luttions contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie contre-révolutionnaire ; aujourd'hui, nous nous alliions avec tous ceux qui, parmi les propriétaires fonciers et dans la bourgeoisie, ne sont

pas opposés à la Résistance. » (Œuvres choisies, Ed de Pékin 1968, III, p. 10). En 1942, le C.C. du P.C.C. s'exprimait en ces termes : « La politique du parti consiste à aider les paysans en réduisant l'exploitation féodale, sans toutefois l'éliminer complètement. Nous devons garantir aux propriétaires leurs libertés civiles, les droits de propriété, leurs droits politiques et économiques pour gagner toute leur classe à notre lutte contre les Japonais. »

Le front national tiendra fort peu de temps car le Kuomintang préférera céder aux Japonais pour pouvoir combattre les "communistes", mais le parti communiste ne cessera jamais de proposer et de réaliser ce "front" de manière unilatérale et lui sacrifiera toutes les revendications de la paysannerie. Il est tout à fait certain que cette politique du P.C.C. a, entre autre, retardé de nombreuses années la chute de Chiang et l'unification de la Chine. Si en 1937, en vue du front unique anti-japonais, le P.C.C. s'était complètement plié aux perspectives bourgeoises en affirmant : « les trois principes du peuple énoncés par le Dr Sun représentent la base suprême de la Chine d'aujourd'hui. Notre parti est prêt à tout faire pour les soutenir », en 1945 et de nouveau en 1946, quand la défaite des Japonais était désormais un fait acquis, le P.C.C. tendit la main au Kuomintang en vue d'une unification "pacifique" du pays, et ce n'est que lorsqu'il s'aperçut qu'aucun sauvetage n'était possible qu'il déclencha la guerre civile qui devait conduire très rapidement à la dissolution de cet organisme pourri qu'était le gouvernement de Chiang.

Non seulement donc le P.C.C. ne mena jamais au cours de toute cette période une politique communiste, qui aurait dû tendre au soulèvement des paysans pauvres contre les propriétaires fonciers et les paysans riches en vue de la nationalisation du sol, ainsi qu'à la reprise de la lutte de classe tant à la ville que dans les campagnes, mais il ne suivit même jamais une politique bourgeoise radicale et il sacrifia toujours les intérêts sociaux des masses paysannes au modérantisme le plus éhémé et aussi le plus inefficace en vue de la lutte pour l'unification de la Chine. De la nationalisation de la terre au partage égalitaire, du partage égalitaire au partage établi selon les capacités productives pour ne pas mécontenter les paysans riches, de ce partage au simple abaissement des loyers pour se concilier les propriétaires fonciers ; parallèlement, toute une série de trêves et d'hésitation dans la lutte contre le Kuomintang pour tenter de parvenir à l'unification du pays sans déclencher de grands mouvements de masses et sans toucher aux rapports sociaux et aux rapports de production : c'est cette ligne politique modérée même d'un point de vue bourgeois, qui suivit le parti qui prétend aujourd'hui représenter le Communisme aux yeux du prolétariat mondial ; à tous les points de vue ce parti se présente comme un parti petit-bourgeois, nourri sur les plans théorique et programmatique d'illusions propres à la paysannerie, et à chaque moment de sa vie disposé à céder à la bourgeoisie la plus contre-révolutionnaire au nom de "l'intérêt supérieur de la patrie".

(à suivre)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 21 heures à 22 heures ; Les samedis 3 et 17 avril, de 15 à 19 h. ; Les dimanches 11 et 25 avril, de 10 à 12 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Les samedis 3 et 17 avril, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).

L'opportunisme dirige le "Secours Rouge" qui dirigera le futur rassemblement trotskiste ?

Dans son N° 130, "Lutte Ouvrière", pose le problème de la direction politique du "Secours rouge". En effet, à la tête de cette organisation se trouve « un état-major d'ex-dirigeants staliniens tels Tillon, Chainton, « Halbwachs et d'autres plus ou moins liés à la coterie de Gauchaud ». Et "L. O." de douter de la sincérité révolutionnaire de ces crapules et de s'étonner que la Ligue Communiste serve de tremplin politique à de tels personnages. Fort justement, "L. O." dénonce ce type d'alliance sans principes que constitue le "Secours Rouge" « qui réunit bien « plusieurs tendances révolutionnaires - sans compter les autres - mais programme mis « dans la poche et drapeaux soigneusement repliés, sous l'autorité incontrôlée, entièrement « factice et fabriquée de quelques anciens notables du P.C.F. (et fiers de l'avoir été). » C'est un fait que l'absence de principe amène fatalement aux postes dirigeants les plus opportunistes et ce n'est pas un contrôle de la base qui pourrait résoudre ce problème, car la base elle-même est modelée par l'organisation.

La démonstration de "L. O." est parfaitement correcte, mais que n'applique-t-elle pas son analyse à son propre rapprochement avec la Ligue Communiste ? Au contraire, "L. O." oppose l'unité fictive du Secours Rouge à « l'unité (qui) peut encore « se faire aujourd'hui avec un « programme clair et dont l'A.J. « S. ne pourrait rester à « l'écart... » Or il s'agit bien du même type de regroupement. Le but qui anime les divers participants n'est-il pas identique : détacher la « base » de l'organisation « sœur » ou « cousine » et la soumettre à sa propre direction politique. Le prétexte et le cadre

sont différents, mais ne changent en rien les méthodes, comme le prouvent les exemples de l'U.N.E.F. et du Secours Rouge. Dans l'un et l'autre cas, la lutte pour la direction paralyse l'ensemble de l'organisation.

Il n'est pas question de pleurer sur le sabotage d'un impossible « syndicat » étudiant ni de déplorer l'absence d'une organisation « de masse » contre la répression, mais d'avertir les camarades de "Lutte Ouvrière" que l'écuménisme n'a jamais été la méthode de formation d'un parti communiste. Quelle caricature de parti peut bien sortir de l'union de ceux qui osent parler du « camarade Tillon » et de ceux qui le dénoncent pour ce qu'il est, c'est-à-dire un boucher contre-révolutionnaire ?

Une telle union est génératrice d'illusions, tant pour ceux qui la font que pour les éléments les plus avancés de la classe ouvrière. Elle paraît changer le rapport des forces entre le stalinisme et les « gauchistes », alors qu'elle étouffe ce qui pourrait subsister de positions classistes dans l'une ou l'autre des organisations en voie de fusion. Loin d'être l'indice de la reprise, cette unification-là, dont le résultat ne peut être qu'une variante de « gauche » du stalinisme, risque d'être l'apogée de la contre-révolution. Quitte à faire ricaner ceux qui nous traitent de sectaires, nous réaffirmons que l'heure n'est pas aux alliances, mais à la délimitation féroce d'avec tous les courants auxquels la dégénérescence du stalinisme redonne vie et chair et qui, en échange, redorent le blason des renégats et des transfuges de l'opportunisme. Si l'on veut que demain l'unité du prolétariat se fasse sur son programme de classe, il faut avoir le courage de le défendre aujourd'hui dans l'isolement.

Le Parti ou la classe ?

(Suite de la page 2)

que les masses y apporteront le programme et la ligne politique serait dire que le parti commencera à peine à exister à ce moment là, qu'il faut donc le laisser de côté en attendant l'heure H, d'autant plus que l'on ne comprend pas à quoi il pourra bien servir.

Ici se greffe à vrai dire une deuxième question, que nous ne pouvons qu'effleurer : celle de la maturité de la révolution. On nous dit que « la révolution culturelle » permet de dépasser le vieil autoritarisme du terrible parti centralisateur se dressant au-dessus des masses terrorisées (c'est ainsi qu'ils définissent le parti de Lénine !), parce qu'elle situe la conscience non dans le parti, mais hors du parti, chez les ouvriers, « agents sociaux sûrs » car « il leur suffit de se voir dans leur condition réelle pour se situer politiquement ». (Pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant, ça c'est un mystère.)

L'idéalisme est coutumier de ces tours de passe-passe : il élimine les faits, en les remplaçant par des mots. Les faits, pour lui, ne comptent pas : il suffit d'avoir une belle idée, et tant mieux si elle paraît neuve

et « socialiste ». Alors qu'il s'agit d'analyser comment se forment les idées, les positions politiques, les objectifs de la lutte de classe, ont établi a priori qu'ils sont la propriété de la classe ouvrière en tant que *subconscient individuel*, et on ne sait même pas regarder ce qui s'est passé de 1848 à nos jours ! On ne sait même pas lire "Que faire", où cette question est magistralement exposée ; on oublie toute la littérature marxiste sur la conscience politique, sur les rapports entre superstructures et base sociale ; on oublie le fondement du marxisme : *l'idéologie dominante est celle de la classe dominante*. Quelle est la classe dominante aujourd'hui en Europe Mme Rossanda ?

Les ouvriers sont les « agents sûrs » ? Les ouvriers, qui du fait même de leurs conditions de vie ne peuvent pas voir, au delà de leur travail limité, l'opération mécanique qu'ils accomplissent dans l'ensemble du système de production, les ouvriers, qui sont épuisés physiquement et nerveusement, intoxiqués mentalement, qui après plus de huit heures de travail font souvent des heures supplémentaires pour joindre les deux bouts, et qui ont encore

L'antifascisme ne passera pas !

(Suite de la page 1)

» grands principes au nom de ce qu'on n'aura pas fait. Les véritables antifascistes sont désormais dans le camp des révolutionnaires. » Ce qui veut dire qu'à l'antifascisme bélat et essoufflé du P.C.F. les gauchistes apportent le ballon d'oxygène d'un antifascisme actif. La forme change, mais non le contenu. Casques et matras remplacent les urnes électoraux, mais toujours pour le même combat fantomatique, la même défense d'une forme libérale morte contre une « menace » devenue depuis longtemps réalité. D'ailleurs les deux lignes se rencontrent inexorablement. Sur la tête des manifestants matraqués devant le Palais des Sports les points de suture n'étaient pas encore ôtés que leurs chefs les appelaient à troquer leur courage physique indiscutable contre le pur « courage civique » : en France, depuis longtemps, tout ne finit plus par des chansons, mais, hélas, tout s'achève encore par le bulletin de vote !

Le fin du fin du gauchisme actuel c'est d'agir sans programme, de se battre sans but, de tirer sans cible. Pis encore. Face aux incursions despotiques du capital, autrement totalitaires que les oripeaux d'Ordre Nouveau, on voit sourdre de tous côtés une violence incohé-

rente, désordonnée, mais incontestablement orientée contre les pressions intolérables de l'Etat bourgeois encore « démocratique ». Le gauchisme, puisant dans l'arsenal périmé des « tactiques » qui furent fatales au communisme international, trouve à cette violence un *abcès de fixation* : l'imposture pâlie de l'antifascisme. Que ne cherche-t-il, à défaut de l'analyse historique dont il est incapable, l'indice dans ses propres expériences récentes du véritable agent de la fascisation sociale ! Ce n'est pas l'Etat capitaliste, de par définition répressif, ni à plus forte raison les quelques milliers de sinistres pantins qui s'affublent des insignes hitlériens. Cet agent, c'est l'opportunisme ouvrier qui neutralise et atomise la force de classe du prolétariat en ouvrant la voie à toutes les formes de répression, y compris celle à laquelle l'histoire a associé le nom de « fascisme ».

Aujourd'hui, les faits les plus simples parlent d'eux-mêmes. On a vu en gros plan à la télévision un manifestant griève-

ment blessé par les nerfs d'Ordre Nouveau remis de leurs propres mains à la police. Les démocrates stupides exultent ou enragent : la *preuve de la collusion* est faite ! Mais il est d'autres collusions bien plus criminelles à l'égard du prolétariat, ô gauchistes à la mémoire courte ! C'est des propres mains des staliniens de la C.G.T. que *deux des vôtres*, à Lyon, en mai 1968, furent de la même façon livrés aux « forces de l'ordre ». Chaque fois qu'il s'agit « d'ordre » - vous devriez vous en souvenir avant de fournir électoralement avec le P.C.F. ! - ce dernier est un peu là ! Ni Ordre Nouveau, ni ordre ancien, ordre *tout court* parce que, sans adjectif, c'est toujours l'ordre bourgeois !

Cet agent de l'ennemi, il faut l'extirper du sein de la classe ouvrière, sinon elle succombera une nouvelle fois à la prochaine offensive de la dictature du capital, dont importe peu la forme pseudo-libérale ou totalitaire, puisque le seul moyen de la détruire est la *dictature du prolétariat* !

Pour le meilleur comme pour le pire

(Suite de la 1^{re} page)

rante ans de contre-révolution. Pour cette raison et pour toutes celles qui font de l'opportunisme l'ennemi numéro un, le rempart bourgeois au sein du mouvement ouvrier, nous dénonçons et nous luttons, chaque fois que nous le pouvons, contre les chefs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui condamnent ces actions et essaient de les briser au nom de principes étrangers au prolétariat.

Mais de là à théoriser ces méthodes de luttes élémentaires, qui ne sont encore que des symptômes de reprise, et à les présenter comme le nec plus ultra de l'action ouvrière, ainsi que le font les maoïstes, il y a un pas, un pas de classe, à franchir. Ceux-ci, depuis leur apparition en France, ont pris l'habitude d'élever à l'état de système les réactions d'impuissance des ouvriers, tout en se révélant incapables d'en analyser les causes. Leur « plateforme » politique, inspirée du « précédent chinois », est une conception petite-bourgeoise qui tend à substituer à la tâche révolutionnaire du prolétariat les luttes du Tiers-Monde. Mais il ne s'agit guère que d'une enveloppe programmatique qui peut abriter toute action pourvu qu'elle soit violente. C'est pourquoi celles dont il est question plus haut, tout en exprimant une révolte ouvrière réelle, se transforment, chez les maoïstes, en une détestable « théorie ».

Déjà, lors des occupations des usines, en mai 68, les maoïstes n'ont voulu retenir de ce phénomène que ses aspects positifs, c'est-à-dire la mise en pièces de la légalité bourgeoise vénérée par les syndicats. Ils ont fermé les yeux sur le fait que toute forme d'action est récupérable par l'opportunisme tant qu'elle n'est pas dirigée par de vrais communistes. Nous connaissons bien le résultat de cette occupation des usines qui s'est rapidement transformée en cloisonnement des ouvriers entreprise par entreprise. Certains courants maoïstes préconisent d'organiser prioritairement les couches les plus exploitées (immigrés, femmes, jeunes, O.S.) en fondant leur proposition sur une liaison mécanique entre le degré d'exploitation économique et celui de la conscience de classe. De la même façon ils invitent les ouvriers à imiter les luttes fragmentaires dures auxquelles nous assistons aujourd'hui, sans prendre la peine d'en montrer les carences et les faiblesses. Ils en appellent à leur valeur exemplaire qui devrait entraîner, par les répercussions qu'elles ont dans « l'opinion publique », « une poussée revendicative et pourquoi pas insurrectionnelle ».

Toujours dans le même ordre d'idées, les maoïstes misent également sur les actions exemplaires de commandos. Celles-ci, qui peuvent s'avérer nécessaires à un certain stade des luttes et qu'on ne saurait condamner d'un point de vue de principe, n'en sont pas moins, dans les conditions présentes, vouées à l'échec et, tout en entraînant des ouvriers, elles livrent à la répression des militants parmi les plus combattifs.

Ces quelques exemples illustrent la méthode maoïste qui consiste à prendre comme argent comptant toute manifestation des contradictions sociales sans se soucier de perspectives historiques claires. (Ils se bornent à flanquer toutes leurs analyses de mots d'ordre de « socialisme » ou dictature du prolétariat.) Ils collent ainsi à leur chère « réalité concrète », mais sans être capable de dépasser d'un iota la prise de conscience élémentaire d'un certain nombre d'ouvriers auxquels, pour cette raison, ils ne savent en définitive que proposer des mots d'ordre opportunistes.

Le rôle de vrais communistes est au contraire de participer aux luttes tout en montrant leurs limites actuelles, d'expliquer les causes de ces limites, de fournir les moyens de les surmonter par leur généralisation sur tous les plans, y compris le plan international. Si des communistes n'effectuent pas ce travail, difficile certes mais indispensable, ils se valent au niveau de syndicalistes et détruisent toute perspective révolutionnaire réelle.

Nous ne pouvons ni devons condamner les luttes actuelles au nom de formes de lutte plus développées, qui n'existent pas encore et ne verront justement le jour qu'après les échecs répétés des premières. Nous devons au contraire les saluer comme annonçant des luttes plus fortes, plus structurées et qui remettront en cause les schémas traditionnels des divers opportunistes officiels. Il nous faut critiquer la position maoïste (entre autres) qui n'est que le revers violent du pacifisme des syndicats parce qu'elle est incapable d'indiquer aux prolétaires les efforts à faire pour progresser en direction de l'union de toutes leurs forces et de la reconstitution de leur front de classe. Cette critique sévère des thèses maoïstes est nécessaire mais ne doit pas faire oublier qu'elles expriment à son niveau le plus élémentaire l'esprit de révolte qui agite certaines franges ouvrières. Nous devons donc nous inspirer de l'attitude de Marx et d'Engels qui traitaient d'une manière impitoyable le vide de la théorie des anarchistes mais reconnaissaient au plus haut point leur courage et leur combativité.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant ou "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Correspondance :

" le prolétaire " B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire " C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB) 6 mois : 5 F (50 FB) (pli fermé : 15 et 7,50 F) " programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB) " programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ★ " prolétaire " : 6 mois.
- ★ " prolétaire " : 1 an.
- ★ " programme communiste "
- ★ combiné.

(entourer l'étoile)

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP » 1, 3, 5, Boulevard Schloesing MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.